

Date de publication :

20 MAI 2025

Assemblées Communautaires
Nîmes Métropole



Thématique	Année	Mois	N°
FIN	2025	04	077

DECISION

SERVICE/DIRECTION : POLITIQUE CONTRACTUELLES & RECHERCHE DE FINANCEMENTS	OBJET : Demande de financement ETAT - Fonds Vert - Mesure transverse - Appui à l'ingénierie - Etude de préfiguration d'un observatoire ERC pour Nîmes Métropole
---	--

Le **PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION NIMES METROPOLE**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L5211-10
Vu les délibérations A-G2020-04-001, A-G2020-04-002 et A-G2020-04-003 du 16 juillet 2020 et les délibérations FIN2020-05-027, E-A2020-05-047, E-A2020-05-052, M-T2020-05-057 et M-T2020-05-058 du 21 septembre 2020 donnant délégation à Monsieur le Président dans le cadre de l'article L5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, et pour la durée du mandat.

Vu l'article L. 5216-8 du Code Général des Collectivités Territoriales

CONSIDERANT le développement des nouvelles orientations stratégiques de Nîmes Métropole en faveur de la biodiversité faisant suite aux travaux de planification de la séquence ERC sur notre territoire, enrichi des ateliers réalisés par l'Atelier des Territoires à l'échelle du Scot Sud Gard,

CONSIDERANT que Nîmes Métropole souhaite se doter d'un observatoire territorialisé ERC sur son territoire afin de suivre dans le temps et l'espace les secteurs bénéficiant de mesures d'évitement, réduction et compensation avec un niveau de détail supérieur à GéoMCE,

CONSIDERANT que cet observatoire aura également pour objectif de constituer un centre de ressources pour la collectivité en matière d'ERC en mettant à disposition des aménageurs publics les documents stratégiques existants sur le territoire enrichi progressivement des études conduites par la collectivité dans le cadre de ses missions de planification et d'aménagement,

CONSIDERANT que cet outil innovant sera central pour l'aménagement durable du territoire et permettra de mettre en place des outils d'évaluation de l'efficacité de nos politiques publiques d'aménagement et de préservation de la biodiversité du territoire,

CONSIDERANT que l'ensemble du projet vise à intégrer les enjeux d'adaptation au changement climatique de manière systématique et systémique, s'inscrivant alors pleinement dans les axes et mesures du Plan National d'Adaptation au Changement Climatique (PNACC) gouvernemental,

CONSIDERANT que le coût total de l'opération « Etude de préfiguration d'un observatoire ERC pour Nîmes Métropole » est estimé à 38 600 € et qu'il comprend exclusivement des dépenses de prestation,

CONSIDERANT l'intérêt pour la réalisation de l'opération précitée de solliciter la participation financière de l'Etat au titre du Fonds Vert 2025 pour un montant de dotation de 30 880 €, soit 80% du montant de l'opération,

OBJET : Demande de financement ETAT - Fonds Vert - Mesure transverse - Appui à l'ingénierie - Etude de préfiguration d'un observatoire ERC pour Nîmes Métropole

CONSIDERANT que la Communauté d'Agglomération Nîmes Métropole assurera le financement du coût restant de l'opération (7 720 €), soit 20% du montant total de l'opération.

DECIDE

ARTICLE 1 : De solliciter pour la réalisation de l'opération « Etude de préfiguration d'un observatoire ERC pour Nîmes Métropole » dont le coût estimatif s'élève à 38 600 euros, la participation financière de l'Etat, au titre du Fonds Vert 2025, pour un montant de subvention de 30 880 €. La Communauté d'Agglomération Nîmes Métropole prend en charge le financement du coût restant de l'opération.

ARTICLE 2 : D'autoriser en cas de variation mineure du montant des dépenses estimées à ce jour, à apporter une modification de la participation financière de l'Etat prévue à l'article 1 de la présente décision et à ajuster l'autofinancement de la Communauté d'Agglomération Nîmes Métropole.

ARTICLE 3 : De signer toutes pièces nécessaires à l'exécution de la décision.

ARTICLE 4 : Les conséquences financières de cette décision sont traduites dans les documents budgétaires de référence. Les crédits correspondants sont inscrits au budget principal de la Communauté d'Agglomération Nîmes Métropole.

ARTICLE 5 : La présente décision sera inscrite au registre des décisions communautaires.

Fait à Nîmes le, 16/05/2025

Le Président,
Franck PROUST



VOIES DE RECOURS ET DELAIS

L'intéressé qui désire contester la décision peut saisir le Tribunal Administratif compétent d'un recours contentieux dans les deux mois à partir de la notification et/ou de l'affichage du présent arrêté. Il peut également saisir le Maire d'un recours gracieux. Cette démarche prolonge le délai du recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (au terme d'un délai de deux mois l'absence de réponse du Maire vaut rejet implicite). Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr